

# CONGO, LIBERTÉS

MAGAZINE DE LIAISON  
DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ  
DE KINSHASA #6 - JUILLET-DÉCEMBRE 2015



## CONGO NOUVEAU..... LES BLOCAGES

MAISON  
DE LA LAÏCITÉ  
DE KINSHASA

## MAISON DE LA LAÏCITÉ DE KINSHASA

Éditeur responsable  
Maison de la Laïcité  
de Kinshasa

Directeur de la publication  
Nicaise Chikuru Munyigwara

Directeur de la rédaction  
A.T. Lukusa Menda

Secrétaire de rédaction  
Thomas Lelo

Comité de rédaction  
André T. Lukusa Menda  
Robert Musa Kayoka  
François Kalambayi  
Florent Babaapu  
Thomas Lelo

Conception  
Calmec-Éditions

Réalisation  
Calmec-Éditions

Mise en page  
Bruxelles Laïque

Contact  
Congo Libertés  
Chez Maison de la Laïcité  
de Kinshasa  
482, av. Zinnias (10<sup>e</sup> Rue)  
Limete  
R.D.C.  
Tél.: +243 97 21 02 42 8  
+243 81 50 80 50 3  
maisondelaicite@yahoo.fr

Contact en Belgique  
Laïcité et Humanisme  
en Afrique Centrale (LHAC)  
Fredy Jacquet, administrateur  
Siège social :  
Campus de la Plaine, ULB  
CP 236, Accès 2  
Avenue Arnaud Fraiteur  
1050 Bruxelles  
fredyjacquet@yahoo.fr

### p.3 ÉDITORIAL ■

*Identifier les blocages* par André Lukusa Menda

### p.4 CULTURE ■

*La diversité culturelle, un piège ou une opportunité* par André Lukusa Menda

*Congolais contre Congolais. Quand l'ethnie tue la nation* par François Kalambayi

### p.7 IDÉOLOGIE ■

*L'idéologie, pilule amère joliment emballée* par Katumb ka Mulomb

### p.10 POLITIQUE ■

*L'illettrisme, une bombe dans la cave de la démocratie* par Katumb ka Mulomb

### p.13 GÉOPOLITIQUE ■

*La fameuse gâchette du revolver Afrique est plutôt un cran d'arrêt* par François Kalambayi

### p.14 ÉCONOMIE ■

*Le nerf de la guerre, mais un nerf malade* par André Lukusa Menda

*Ça va mal, mais ça va très bien* par Chancel Alemba

### p.19 HUMANISME ET SOLIDARITÉ ■

*L'ITC-Victoire fait peau neuve* par Frédéric Kabongo

### p.20 ECHOS DE NOS PARTENAIRES ■

**Echos de la MLK** par Thomas Lelo

**Echos des Associations partenaires**

**Adieu Trésor Kasia : In Memoriam**

# EDITORIAL

Par André Lukusa Menda



## IDENTIFIER LES BLOCAGES

Il peut paraître peu constructif de bâtir tout un numéro de notre magazine autour d'un thème aussi pessimiste : les blocages. Cependant, comment appeler autrement cette chose qui vous empêche d'aller de l'avant quand bien même vous en auriez tous les moyens. Ethnologues, démographes et politiciens ne se sont jamais mis d'accord sur le nombre de tribus qui peuplent la République démocratique du Congo. Ils donnent des chiffres aussi fantaisistes les uns que les autres. Si l'on en croit les linguistes qui semblent avoir un critère plus fiable, il y aurait 216 langues parlées au Congo. Cela veut dire autant d'aires culturelles différentes. Cela signifie aussi autant de valeurs diverses. Si le vol, le détournement des biens sociaux, l'infidélité conjugale, le mensonge, etc., ne sont pas des fautes dans une aire culturelle, ils peuvent se retrouver l'être dans l'une ou dans d'autres aires. Les visions du monde de ces communautés seront également différentes. Comment concilier ces écarts pour organiser un vivre ensemble harmonieux entre citoyens ?

En mettant de côté les valeurs morales, qui peut dire l'idéologie de telle ou telle population humaine dans cet aujourd'hui de la pensée unique. La technique a envahi le monde entier. Ceux qui créent une flamme avec une tige d'allumette au fond de la brousse africaine ne sont pas conscients d'en être tributaires. Il y a seulement cinquante ans, avoir une bicyclette dans les campagnes congolaises était un signe de civilisation. Aujourd'hui, aucun modèle de nouveau véhicule n'est lancé en Occident sans que l'on en voie au moins un échantillon à Kinshasa. Le retard dans la technique est signe de régression, puisque même la traditionnelle chikwange subit l'expérience du four à micro-ondes. A partir des puits de coltan dans le lointain Kivu (2000 km de Kinshasa), on est branché à la capitale par téléphone. Qui échappe au Sms, au Facebook, au Twitter aujourd'hui ? La Poste congolaise a fait

faillite devant l'E-mail et les agences de colisage. Les sociétés de télécommunications se sont mises à faire de la monétique.

Les parents ont fini par ravalier leur rengaine consistant à dire : « de notre temps les choses n'étaient pas comme ça ! » Les temps ont changé. Mais au Congo, ils ont changé en mal, en très mal même. On n'étudie pas, on fait assurer le suivi auprès des enseignants après interrogations et examens. On ne réussit plus aux concours scolaires, on entretient les inspecteurs et autres vautours du Ministère qui rôdent toute l'année autour des écoles. Après tout, on n'a besoin ni du français, ni de toutes ces autres choses qui nous viennent d'Europe, on a juste besoin d'argent, et le français, ce n'est pas de l'argent. Il s'ensuit le développement insidieux d'un illettrisme qui ronge le pays comme une gangrène et dont les dirigeants n'ont cure, satisfaits qu'ils sont de jouer à la démocratie avec un Souverain primaire analphabète.

**LES TEMPS ONT CHANGÉ.  
MAIS AU CONGO,  
ILS ONT CHANGÉ EN MAL,  
EN TRÈS MAL MÊME.**

Avec de l'argent (ou avec ses charmes quand on est une femme et qu'on en est pourvue) on peut tout obtenir. Faute d'argent, on ne se marie plus, on cohabite.

On ne cherche plus d'emploi, on recherche les recommandations. On peut échapper à la loi en ayant un bon parapluie. Les Libanais le prouvent bien car ils téléphonent à leur général-parapluie même pour une contravention de circulation.

L'époque donc, avec ses valeurs non canalisées, avec sa circulation d'idées désordonnée dans un pays où le déficit d'Etat est flagrant, pays lui-même victime de multiples conflits, convoitises, prédatons, qui sont autant de distractions pour lui, l'époque, notre époque donc, est un véritable blocage pour l'émergence d'un Congo nouveau. Le savoir et le dire, ce n'est pas être pessimiste mais, poser correctement le problème. Et, un problème bien posé est déjà à moitié résolu. ■

# LA DIVERSITÉ CULTURELLE, UN PIÈGE OU UNE OPPORTUNITÉ ?

Par A. T. Lukusa Menda

On ne parle souvent de la République démocratique du Congo que comme d'un scandale géologique, on oublie que ce pays est aussi un scandale culturel. Mais la diversité culturelle du Congo est telle qu'à y regarder de près, elle peut constituer un frein à la croissance économique et au développement humain plutôt qu'elle ne présente une opportunité. Si le Général De Gaulle a pu dire qu'il n'est pas facile de gouverner un pays qui a 265 variétés de fromage, qu'aurait-il dit devant l'infinie variété de la culture congolaise.

Culture congolaise ? Concept nébuleux à l'intérieur duquel on ne peut ranger pour le moment de manière sûre que : la religion (dans la mesure où tous les Congolais sont animistes, quelle que soit leur seconde religion), la musique et la danse qui l'accompagne, les arts plastiques, le buffet, la mode, la littérature, pour autant que toutes ces réalités puissent porter avec bonheur le qualificatif de congolais. Me trouvant à Brazzaville, j'ai assisté à un échange intéressant entre un jeune et un adulte qui aurait pu être son père. L'adulte disait au jeune que s'il (le jeune) avait un ami mbochi et qu'il lui demandait vingt mille francs (CFA s'entend) dont il aurait un grand besoin, le mbochi mettrait la main dans sa poche et donnerait à cet ami tout ce qui en sortirait. Mais s'il exprimait le même besoin à un ami kongo, celui-ci ferait le même geste, mais n'en sortirait que vingt mille francs, comme si ses doigts avaient des yeux pour compter l'argent à partir de la poche. Et le M. de conclure : c'est ça la différence de nos cultures et de notre éducation.

Immédiatement, cette scène m'a ramené à une anecdote entendue dans le sud Kivu. Une vieille dame qui venait d'enterrer trois petits enfants morts de Kwashiorkor se présentait devant un guichet de banque pour changer trois cents mille zaires de billets démonétisés contre des billets neufs. Le dixième de cette somme aurait suffi pour sauver au moins un enfant.

Une autre scène, vécue cette fois, depuis un bar de la commune de Lemba à Kinshasa se passait entre une mère et sa fille d'une vingtaine d'années. La fille demandait de l'argent pour payer ses frais scolaires. La mère répondait à sa fille qu'elle devrait avoir honte, à son âge et avec la beauté qu'elle avait de la fatiguer avec des demandes continuelles

d'argent. Elle (la mère), à son âge et avec moins de charmes, elle nourrissait déjà toute sa famille. Ainsi la mère poussait-elle littéralement sa fille à vendre ses charmes contre de l'argent.

Selon la solidarité africaine, congolaise, un parent, même lointain, peut venir du village sans écrire, au préalable, sans même envoyer un message oral. Il peut décider de s'installer chez un parent à Kinshasa ou dans un chef-lieu de province, le temps qu'il voudra ? Le parent hôte n'a pas formellement le droit de lui refuser ce séjour. Un ami qui avait osé faire remarquer cela à un cousin s'est fait dire avec indignation que désormais il (le cousin) demanderait à toute la famille de faire attention. Il faut introduire une demande d'audience avant de s'amener chez Monsieur.

Dans certaines ethnies, un neveu est tenu d'informer son oncle chaque fois qu'il perçoit son salaire. Et c'est l'oncle qui, en réponse, va lui dire comment il devra disposer de ce salaire. Inutile d'ajouter qu'une part substantielle du revenu du neveu doit lui être envoyée.

Le deuil, dans les centres urbains du Congo, est un grand moment de débordement culturel. La coutume impose aux parents, amis, voisins et connaissance de veiller le mort jusqu'à son enterrement. Cela s'appelle dormir au deuil. Henri Lopes a noté que nombre de responsables prennent prétexte de ces deuils pour aller échouer dans des lits irréguliers<sup>1</sup>. Les veilleurs d'un deuil peuvent se permettre de bloquer toute une chaussée, personne n'y trouvera à redire. Ce sont les derniers hommages qu'on rend au défunt.

Selon la plupart des traditions congolaises, quand un homme meurt, ses frères et sœurs se présentent pour prendre et se partager ses biens. Cela peut aller jusqu'à l'expulsion de la veuve et de ses enfants de la maison qu'ils ont habitée de nombreuses années du vivant du défunt.

A moins qu'il ne soit fait recours au lévirat. Une femme peut ainsi accepter d'être la nième épouses d'un homme déjà marié de deux ou plusieurs autres pour assurer la protection des biens de son mari et/ou la sécurité de ses enfants. Dans ce cas, effectivement, quelques biens meubles du défunt seulement seront livrés à la curée des autres membres de la famille. Il existe bel et bien au Congo un Code de

la famille qui interdit cette pratique surannée, mais personne n'en a cure, même pas l'Etat son auteur.

Dans certaines autres ethnies, le concept d'inceste est inconnu. En l'absence d'un aîné pour voyage prolongé ou autre empêchement, l'un ou plus d'un de ses frères peut assurer l'intérim conjugal auprès de sa femme. Celle-ci peut aller jusqu'à avoir un enfant de l'un des maris par défaut, cela ne donne lieu à aucun scandale.

Selon le kisungu des Babemba (province actuelle de haut-Katanga), la nuit des noces est un matin des noces. Les deux mariés copulent dans un enclos entouré de draps et d'une ceinture humaine formée des femmes des deux familles. Elles sont chargées de statuer sur la virginité de la fille, ce qui entraîne divers cadeaux en direction de sa famille, dans tous les cas le cadeau sera au moins une chèvre dans la province des deux Kasai qui ont la même coutume. Si la fille n'est pas vierge, c'est évidemment la honte pour sa famille.

Dans le système matriarcal, les cousins croisés sont encouragés à se marier entre eux afin de garder les enfants d'une même lignée dans la même famille.

Ces pratiques ont été appliquées jusqu'à l'abus. A telle enseigne qu'une Eglise du réveil<sup>2</sup> s'est donné mission de les combattre sous l'appellation de servitudes.

Les petits problèmes de ce genre sont en nombre infini. Ils sont la marque d'une société non encore gagnée par la rationalité dans tous les aspects de la vie des citoyens. Mais ils peuvent gêner dangereusement la croissance économique et/ou le développement humain d'un pays. En effet, on dit généralement que 80 % de la richesse du monde sont détenus par 20 % de la population du globe. Ainsi énoncée, cette réalité n'est pas ressentie de la même façon dans une République démocratique du Congo où seuls 5 % de la population (soit 3,5 millions d'h.) bénéficient de la redistribution des richesses nationales; dans une République du Kenya où seul 1 % de la population (soit 418.000 h. sur 41,8 millions) contrôlent l'ensemble de la richesse nationale, qu'à Berlin, Bruxelles, Londres, Paris, Tokyo ou Washington. Contrairement à ce que dit la chanson, la misère n'est pas du tout moins pénible au soleil. L'enrichissement des Africains, souvent



Arbre de Noël à la congolaise, place de la Gare.

sans cause, conduit ses bénéficiaires à cacher ce luxe de leur honte. Quand bien même l'abcès serait crevé comme dans le cas de la villa de Jacob Zuma, on voit bien que l'affaire va tout doucement vers son étouffement.

A ces habitudes culturelles contre productives viennent s'ajouter celles de la société africaine moderne comme l'inorganisation du marché du travail, l'absence de politique salariale, la délinquance juvénile et en col blanc, la paresse, le vol à main armée, la violence de masse faite aux catégories fragiles de la population (enfants, vieillards et femmes), la corruption plus ou moins légalisée, le syncrétisme culturel.

Le Congo ne parvient pas à se dépêtrer de ces problèmes culturels. Certains comme le lévirat, l'inceste légitime ou le mariage entre cousins croisés semblent même tout simplement ignorés. Le Code de la famille congolais s'est attaqué à certains d'entre eux, comme ceux de la succession, par exemple. Mais sur le terrain, c'est souvent la coutume qui fait la loi.

Loin de nous l'idée de vouloir rechercher l'uniformité dans la culture ; bien au contraire. La diversité est une richesse. Cependant elle n'est pas incompatible avec l'harmonie. La recherche de celle-ci pourrait conduire le Congo à mettre en œuvre une véritable authenticité, en rejetant comme antivaleurs toutes les pratiques incompatibles avec un idéal de progrès et en retenant toutes les valeurs positives de notre identité nationale. ■

<sup>1</sup> Lire le roman *Le pleurer-rire* de cet auteur.

<sup>2</sup> Nous faisons allusion à l'Eglise du réveil officiellement appelée CIFMC (Centre international de femmes messagères du Christ) d'Elisabeth et de Joseph Olangi.

# CONGOLAIS CONTRE CONGOLAIS

## QUAND L'ETHNIE TUE LA NATION

Par François Kalambayi

Lorsqu'on nomme un ministre, c'est l'occasion pour sa tribu de remercier obséquieusement le Président de la République d'avoir bien voulu jeter un regard sur l'un des leurs. C'est aussi l'occasion d'organiser de grandioses manifestations de réjouissance. On se livre à de grandes dépenses, on se réjouit des nuits entières. On pense que toutes ces dépenses d'argent et d'énergie sont à la hauteur de l'événement et qu'elles sont bien couvertes. Au-delà de l'individu, de sa famille voire même de son clan, c'est toute la tribu qui croit avoir été invitée au partage du grand gâteau de l'Etat, donc à trouver une occasion de s'enrichir.

Nul de ces fêtards ne pense qu'une telle nomination représente une grande charge qui exige beaucoup de connaissances, de compétence, et d'expertise de la part du nouvel appelé. Nombre de nominations ne sont pas ressenties par la population comme visant à doter les appareils de l'Etat d'hommes qu'il faut à la place qu'il faut. Le seul critère qui compterait serait celui de satisfaire telle ou telle tendance, telle ou telle couche de la population. En Afrique, on est préoccupé de la géopolitique, alors de la géopolitique petite et basse politique d'entendement des concepts. « ... un gouvernement est considéré comme inclusif, à fortiori digne du label de 'union nationale', quand toutes les sensibilités ethno-politiques du pays y sont représentées, à charge pour ceux qui siègent d'en faire profiter leurs mandants. »<sup>1</sup> Ainsi en arrive-t-on à des gouvernements XL faciles à repérer dans le tableau suivant dressé par le même François Soudan.

| Pays              | Population en millions d'hab. | Nombre de ministres |
|-------------------|-------------------------------|---------------------|
| Cameroun          | 24                            | 41                  |
| Allemagne         | 80                            | 14                  |
| Congo-Brazzaville | 4,8                           | 35                  |
| France            | 66                            | 16                  |
| Guinée            | 13                            | 34                  |
| Japon             | 128                           | 16                  |
| Centrafrique      | 4,5                           | 29                  |
| USA               | 325                           | 15                  |
| Angola            | 22                            | 39                  |
| Chine             | 1.400                         | 31                  |

Dans bien des pays africains, et c'est certainement le cas du Congo, la fonction d'un gouvernement est donc de rassembler pour pouvoir ensuite redistribuer le moins inéquitement possible. En effet, le nouvel élu, après avoir truffé son cabinet de membres de sa tribu avec lesquels il ne parle qu'en langue vernaculaire, cherchera à identifier au plus vite les mamelles à presser, afin de compléter son salaire de ministre avec lequel, c'est bien connu, il ne peut rien faire, tant il est misérable.

Aussi, l'intéressé n'a-t-il pas vraiment à se préoccuper outre mesure de l'immense tâche qui l'attend face à des structures parfois complètement délabrées d'un pays sortant d'une longue série de guerres, ni des performances qu'il a à accomplir pour être à la hauteur, mais plutôt des services à rendre en retour et de la tribu à ne pas décevoir. Au sein de la tribu, en effet se cachent des personnes prétendument détentrices d'une capacité de nuisance redoutable.

Sur un autre registre, on peut voir débarquer, avec son baluchon en mains, le cousin qui était resté cultiver ses champs au village, ce n'est pas lui qui va rater une telle occasion. Alors s'engage un dialogue de sourds :

- Mais cousin tu aurais dû au moins nous faire signe que tu allais venir !
- Comment donc ! Il faut que je demande une audience pour venir chez toi, cousin ?
- Non, mais on pouvait au moins te préparer une place pour dormir.
- Et ce salon qui est si vaste, cousin... Je ne demande pas à dormir dans un hôtel cinq étoiles !

Dans ces conditions peut-on parler de développement ? On lève souvent les yeux trop haut, on incrimine les "Noko", les anciens colonisateurs, on incrimine la Communauté internationale, qui ne nous impose des choses que parce que nous-mêmes nous n'avons pas de projets propres. L'ennemi du Congolais n'est-il pas le Congolais lui-même ? ■

<sup>1</sup> François Soudan, dans son éditorial du Jeune Afrique n° 2853.

# L'IDÉOLOGIE PILULE AMÈRE JOLIMENT EMBALLÉE

Par A. T. Lukusa Menda



*La Voix du Zaïre devenue Radio Télévision Nationale congolaise. Un éléphant blanc devenu une charogne encombrante.*

Il est difficile de dire selon quelle idéologie est gouverné l'Etat congolais et encore moins si celle-ci est efficace à promouvoir la croissance économique et le développement humain du pays en mobilisant les énergies des 71 millions des Congolaises et des Congolais. Retenons de l'idéologie les définitions les plus simples. La première : ensemble des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque à une société, à une classe. La seconde : système d'idées, philosophie du monde et de la vie.<sup>1</sup>

Avons-nous des idées propres à notre époque de la troisième République congolaise ? Je répondrais par non à cette question. En effet, les idées qui règnent sont celles de la croissance, de l'écologie, des élections, de la lutte contre l'effet de serre, de la démocratie, des droits de l'homme, du développement, de la gouvernance, de la lutte contre la pauvreté de la paix, de la stabilité macro-économique. Ces idées sont de notre époque au niveau planétaire, mais elles sont loin de correspondre toutes exactement au niveau de développement où le Congo est rendu. En nous jugeant en leur nom, c'est comme si l'on évaluait un élève à l'entrée du secondaire avec un test prévu pour les candidats à la première année de l'université.

Avons-nous des croyances propres à notre époque post-indépendance, post-dictature mobutienne et

en plein dans la de la troisième République ? Je répondrai encore par non à cette question. En effet, nous croyons au dieu des chrétiens, à celui des musulmans, mais aussi à celui de nos ancêtres. Devant des problèmes vitaux, c'est d'abord à ce dernier que nous nous adressons. Personne ne demande la célébration d'une messe ou d'un culte pour obtenir une nomination, un emploi ou simplement de l'argent pour résoudre un problème. Le roman congolais met en scène des femmes qui vont vendre leur dignité au féticheur pour obtenir un garçon ou une fille après une série d'enfants du même sexe. On ne s'adresse ni au sexologue (profession encore inconnue dans le pays qui ferait d'ailleurs rire le patient lui-même), ni au gynécologue. Les voleurs, les violeurs, les assassins, ce n'est pas après une enquête de police que l'on met la main sur eux ; on va voir un voyant de Maluku ou de la route de Bandundu qui vous montre dans sa casserole leur visage et leur mode opératoire. On peut même leur infliger la sanction choisie sans recourir aux cours et tribunaux, longs à découvrir et à établir une vérité même quand elle crève les yeux.

Avons-nous des doctrines propres à notre époque de la troisième République ? Oui quelques slogans : la révolution de la modernité ; les cinq chantiers ; la tolérance zéro. Tous ces slogans ou doctrines politiques posent d'énormes problèmes. Quelle modernité cherchons-nous à révolutionner ? La nôtre ou

<sup>1</sup> Le Robert électronique 2014, sv° Idéologie.

celle à laquelle l'Occident est déjà parvenu. S'il s'agit de la nôtre, bien malin serait celui qui saurait dire en quoi elle consiste. Et de quelles armes disposons-nous pour changer cette modernité du haut de nos 8 milliards de dollars américains de budget qui ne changent pas d'année en année ?

Cinq ans après, il est difficile d'affirmer que tout le monde sait en quoi consistent les cinq chantiers du Président Kabila. Il s'agit 1° des infrastructures ; 2° de la création d'emplois ; 3° de l'éducation ; 4° de l'eau et de l'électricité ; et 5° de la santé. Voilà un paquet de politiques publiques parfaitement pertinent. Il relève de ce qu'on peut appeler le quotidien d'un Etat. Mais dans quelle doctrine politique s'inscrit-il ? Les infrastructures sont budgétivores. On ne fait pas les routes et les ponts comme on les voit dans quelques avenues à Kinshasa avec 8 milliards de dollars de budget par an. Preuve, l'autoroute de la N'Sele n'a pas dépassé le Camp Ceta (Centre d'entraînement des troupes aéroportées). S'il est vrai que l'Etat est le plus grand employeur dans chaque pays, c'est quand même l'entreprise privée qui est créatrice d'emplois partout dans le monde. Le pays est passé de 6.500 à 110 de ces entreprises au cours de ses différentes

aventures de la zairianisation de radicalisation de la rétrocession et des pillages. 110 entreprises privées au moment où on en compte des millions dans les pays dont nous voulons révolutionner la modernité ! Comment parler de la création d'emplois. L'éducation, il est vrai, a bénéficié de l'attention du pouvoir organisateur. Son budget est passé de 0 à 13% contre 30 % demandés par les acteurs du secteur. Mais cela ne fait jamais que 1, 040 milliard de dollars. C'est encore trop peu pour couvrir la demande en éducation des Congolais, à supposer que le milliard en question arrive réellement à destination. Une ruine courait qu'avant la fin de l'actuel quinquennat les Congolais auraient oublié jusqu'au mot **délestage**. Les économistes évaluent à 6 ou 7 milliards le budget nécessaire pour réhabiliter ce chef-d'œuvre en péril qu'est le barrage d'Inga. Il faudrait donc 4,8 milliards sur nos 8 milliards de budget si nous voulons avoir une énergie électrique normale. Quel gouvernement prendrait une mesure aussi impopulaire ?

Avons-nous des systèmes d'idées, une philosophie du monde et de la vie ?

Oui, Fourche et Morighem<sup>2</sup> ont essayé de les systématiser. Placide Tempels y a ajouté sa sensibilité catholique. Mabika Kalanda a tenté d'explicitier les premiers et le second.<sup>3</sup> Mais Paulin Hountondji a tout balayé en prétendant que c'était des systèmes produits par ceux-là mêmes qui croyaient les reproduire. De toutes les façons, ce ne sont pas ces systèmes-là qui inspirent les dirigeants congolais. Ils se veulent plutôt branchés au diapason du reste du monde. Leur idéologie, qu'ils veulent aussi qu'elle soit celle de tous les Congolais s'appelle la globalisation ou la mondialisation. Tout le monde proclame

et donne vraiment l'impression de croire que le monde est devenu un village planétaire. Cependant, il y a lieu de se demander si les Congolais, tous ou une minorité ont compris et assimilé les paramètres de cette proclamation. En effet, dès 1997, François Brune décrivait les quatre paramètres idéologiques de la globalisation/mondialisation. Ils ont noms : progrès, technique, communication et modernité.

Le progrès, installé lentement mais sûrement depuis la révolution industrielle est une réalité. Il est aussi une idéologie. Tout doit progresser, tout doit changer, tout doit évoluer dans le monde du progrès. "La grande angoisse, c'est d'être en retard."<sup>4</sup> Qu'est-ce qui progresse dans un pays où l'agriculture ou la modernisation de l'agriculture ne sont même pas à l'ordre du jour, où 80 % de la population recourent à la médecine traditionnelle en cas de maladie, où l'école, devenue marchandise, exclut du savoir les enfants de ceux qui ne peuvent pas payer ; où le diplômé lui-même n'est pas garantie d'avoir un emploi ; où les gens retardent le plus possible le moment de se marier parce qu'ils n'ont pas de quoi se mettre en ménage ?

La chikwange<sup>5</sup>, le fufu<sup>6</sup> se préparent toujours de la même façon traditionnelle et se mange, de préférence, à la main. Malgré l'illusion que cela donne quand on se promène dans certaines villes comme Kinshasa, Lubumbashi, Goma, etc., il y a plus d'habitations en pisé et en briques adobes que celles en blocs en ciment ou en béton armé. Il n'y a pas de progrès pour un peuple qui vit à 71 % en dessous du seuil de la pauvreté, surtout quand une telle dégradation de niveau de vie tend à empirer. La mondialisation, avec ses illusions de communications faciles et de monétique numérisée qui n'atteint que 5 % de la population congolaise à peine, est un blocage à l'avènement du Congo nouveau.

Sur la planète mondialisée, "la technique est une réalité. Elle aussi une idéologie."<sup>7</sup> Tout ce qui est présenté comme technique, comme fonctionnel est considéré comme positif. La technologie a désormais force de loi. Des raisons techniques sont toujours évoquées pour masquer des problèmes sociaux ou des options politiques discutables. Les résultats d'une élection ne sont pas prêts au moment attendu pour des raisons techniques. Un distributeur automatique de billets de banque ne fonctionne pas 'pour des raisons techniques'. "Le culte de la vitesse génère sans fin l'impatience du suivisme." Même quand on n'a pas les moyens de suivre.

Puisqu'on peut appeler un parent de Butembo (2000 km) depuis Kinshasa, on croit qu'on a fait du progrès. Le dogme de la communication est une autre illusion de l'idéologie de ce temps. Ma petite fille de 10 ans me supplie de lui offrir un appareil de téléphone si elle réussit aux épreuves de première période de la première année du secondaire.

### LEUR IDÉOLOGIE, QU'ILS VEULENT AUSSI QU'ELLE SOIT CELLE DE TOUS LES CONGOLAIS S'APPELLE LA GLOBALISATION OU LA MONDIALISATION.

<sup>2</sup> Tierno Fourche et Morighem sont auteurs d'*Une bible noire*.

<sup>3</sup> Notamment à travers son livre *La Révélation du Tiakani*, Kinshasa, LASK, 1992.

<sup>4</sup> François Brune, François Brune, "L'idéologie", in *Manière de voir Hors-série*, mars 1997, p. 10, col 1-2.

<sup>5</sup> La chikwange est une espèce de pain de manioc.

<sup>6</sup> Le fufu est une pâte comestible préparée avec de la farine de manioc ou de riz ou les deux mélangés.

<sup>7</sup> François Brune, op. cit. p.11, col 1.



La communication est devenue tout d'un coup un besoin impérieux pour tous. Mais tous ceux qui veulent absolument communiquer avec leurs amis ne gagnent pas d'argent pour acheter des crédits ni pour s'offrir des appareils de plus en plus sophistiqués. Ils sont d'ailleurs fatigués des téléphones, la mode est à la tablette car avec elle on peut utiliser toutes les applications de l'iPad, m'explique une vendeuse de Huawei et, en plus, on peut téléphoner. Le coût de ces nouvelles facilités de communication : 320 dollars américains que ne gagne pas par mois le parent de l'étudiant qui veut avoir sa tablette pour mieux faire ses T.P. (travaux pratiques), parce que tout le savoir humain est désormais sur Google. J'ai ri en entendant un lecteur externe d'une thèse de doctorat unique de Chaire Unesco dire au futur candidat que la première question qu'il lui poserait serait celle de savoir s'il savait utiliser l'outil informatique. La réponse négative de sa part entraînerait l'arrêt pur et simple de la soutenance. Au hasard d'une conversation, on entend un professeur déclarer que lui ne touche tout simplement plus la craie. Pour lui, l'absence de l'écran, du rétroprojecteur pour permettre l'enseignement par Power Point, signifie carrément pas de cours ce jour-là. Dur à entendre dans un pays où le délestage est la règle et l'énergie électrique normale, l'exception. La marée est montée donc très haut car ce n'est pas un changement, ni même une évolution que l'on attend du Congolais, mais rien de moins qu'une mutation. Il n'est bruit que de connexion, d'interactivité, de WI-FI, de Bluetooth, d'écran plat à plasma et de je ne sais quelles autres subtilités informatiques. Et pourtant François Brune avait prévenu dès 1994 : "... le système télévisuel, pris dans son ensemble, ne fait que soumettre à sa vision du monde le citoyen naïf qui s'imagine naïvement dominer le monde par la vision. Le véritable effet de la télévision, idéologique, c'est de nous convertir à la religion de l'époque dont elle se veut le temple."<sup>8</sup>

Enfin, le dernier piège idéologique auquel les Congolais sont régulièrement pris c'est l'époque. Il faut être de son temps, il faut être branché. Certaine-

ment, l'époque est une réalité. On ne peut pas vivre à Kinshasa comme au village du centre du pays. Mais l'époque est aussi une idéologie. "Elle est un mythe commode, une divinité quotidienne qu'on invoque pour soumettre l'individu aux impératifs de la modernité."<sup>9</sup> Etre de son époque à Kinshasa, c'est avoir une Eglise du réveil où l'on prie, c'est effectuer les trois mariages (le coutumier, le civil et le religieux) tous aussi couteux les uns que les autres, c'est vivre dans un quartier huppé pour un loyer de 500 dollars qu'on ne gagne pas, c'est donc rechercher cet argent coûte que coûte, c'est, pour les jeunes, s'habiller à la mode Fally Ipupa, c'est s'habiller richement à la mode Miguel<sup>10</sup> même si en réalité la sape<sup>11</sup> en question n'est faite que des dernières friperies récemment déballées d'un ballot venu de Chine ou d'Europe où le phénomène de la Bourse aux vêtements est bien connu. Etre de son époque va très loin pour ces jeunes filles qui vendent leurs charmes à des vieillards cacochymes mais friqués pour avoir un appartement luxueux au centre-ville de Kinshasa et rouler Prado, Humer ou ces nouvelles merveilles de WV, de Hyundai ou de Nissan dont on ne peut retenir tous les noms.

Les Congolais qui véhiculent cette idéologie de la modernité dont ils n'ont pas fabriqué les valeurs se positionnent comme l'Elite du pays. Ils détestent passer inaperçus. Aussi paient-ils de sommes folles pour entendre leur nom cité par les chanteurs d'orchestre ou par quelque griot de leur coin. Ceux qui ont dépassé cette étape un peu vulgaire ont fondé des partis politiques, sans autre idéologie évidemment et surtout sans aucun projet de société.

La question idéologique n'est donc pas claire en République démocratique du Congo. Ceux de la ville ne maîtrisent plus leurs racines. Ignorant d'où ils viennent, ils ne savent naturellement pas où les mènent toutes les valeurs importées qu'ils croient appartenir à leur modernité. L'idéologie constitue un véritable blocage à l'avènement du Congo nouveau que les laïques congolais appellent de tous leurs vœux. ■

<sup>8</sup> François Brune, op. cit. p. 12, col., 2.

<sup>9</sup> Loc. cit.

<sup>10</sup> Autre appellation de l'Europe, surtout parmi les jeunes.

<sup>11</sup> Au départ acronyme signifiant "Société Anonyme des Personnes Élégantes" la sape est aujourd'hui la simple idéologie de bien s'habiller.



*ITC-Victoire délabrée.*

# L'ILLETTRISME, UNE BOMBE DANS LA CAVE DE LA DÉMOCRATIE

---

Par Katumb ka Mulomb

---

L'illettrisme qui gagne de plus en plus la population congolaise est une sérieuse menace, voire même une bombe dans la cave de la démocratie congolaise, et par conséquent un blocage à l'avènement du Congo nouveau que tous nous attendons. Cet illettrisme vient de ce que l'éducation n'est plus la plus grande préoccupation de l'Etat. Elle n'en est même pas une priorité. Cela se voit au peu de volonté politique appliquée au développement conséquent de ce secteur.

Le Congo n'a pas d'idéologie propre en matière d'éducation nationale, de type à former, du profil de citoyen de demain. Il fait semblant de s'inscrire dans la dynamique internationale, d'être à la mode, au goût du jour. La plus grande preuve en est la loi-cadre sur l'enseignement national du 14 février 2014. Cette loi est censée insérer le Congo dans la dynamique LMD (Licence, Master, Doctorat) selon laquelle vibre désormais l'ensemble de l'Union européenne qui nous sert de modèle d'éducation. Cette loi va être âgée de deux ans dans un peu plus d'un mois. On ne sent nulle part le souci d'assurer le suivi de son application. Selon l'information en notre possession, sur l'ensemble des universités installées dans la ville de Kinshasa, seule l'Université catholique du Congo s'est mise au système LMD depuis la rentrée d'octobre 2015. Il faut y ajouter l'Antenne congolaise de la CUSEA (Chaire Unesco en sciences de l'éducation pour l'Afrique centrale), obligée de s'y mettre du fait qu'elle fait partie d'un réseau sous-régional dont sept pays sont parties prenantes. Partout ailleurs, on boudé ou on ignore la question, et le pouvoir organisateur ne bouge pas. Ce n'est pas comme ailleurs où l'introduction au programme du cours de morale laïque, prévue pour la rentrée 2106 a été avancée à la rentrée 2015 parce que le pouvoir organisateur a pris acte d'un déficit de morale et de comportement civique responsables dans les produits de l'école.

Voilà l'exacte illustration de l'illettrisme par rapport à une question de brûlante actualité. Les autres formes sont plus dramatiques. En effet, d'après les statistiques officielles, 4% d'enfants congolais seulement reçoivent une éducation préscolaire appelée ici l'école maternelle. Ce sont ces seuls 4 % qui arrivent donc en première année de l'école primaire en maîtrisant déjà plus ou moins le code oral de la langue d'enseignement. Les 96 autres % doivent tout découvrir ou en première année ou seulement en troisième primaire selon les régimes et selon les provinces.

3 enfants sur 10 ne terminent pas le cycle primaire. 30 % d'enfants quittent l'école entre la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>ème</sup> année et 20 % entre la primaire et le secondaire. 6 filles sur 10 terminent l'école primaire contre 8 garçons sur 10. 7 enfants sur 10 ne sont pas inscrits ou ont abandonné l'école parce que leurs parents n'ont pas les moyens de payer

les frais de scolarité. 44 % de nouveaux inscrits en première année primaire ont plus de 6 ans et cette entrée tardive à l'école augmente le risque d'abandon. Les filles de milieu rural et celles des parents sans éducation eux-mêmes courent le risque le plus élevé de ne jamais aller à l'école : 33 %. Dans ce pays laïque où l'éducation est censée être gratuite et obligatoire jusqu'à un certain âge, 70 % d'enfants de 6 à 11 ans non scolarisés vivent près d'une école. Enfin, 65 % des enfants non scolarisés vivent dans des zones de conflit.<sup>1</sup> Tous ces chiffres brassés ensemble donnent 50 % d'enfants, d'élèves et d'étudiants congolais que le système éducatif national laisse au bord de la route de l'école. Comment construire une démocratie dans de telles conditions. Ce d'autant plus que ces oubliés de l'école perdent très rapidement l'habitude de s'auto-éduquer, de s'auto-former. Cette question se pose avec acuité car le rapport entre l'éducation et le fonctionnement de la démocratie est plus qu'évident.

Comme on le sait, l'illettrisme qualifie la situation de personnes de plus de 16 ans qui, bien qu'ayant été scolarisées, ne parviennent pas à lire et à comprendre un texte portant sur des situations de leur vie quotidienne, et/ou ne parviennent pas à écrire pour transmettre des informations simples.<sup>2</sup> L'illettrisme sévit particulièrement dans le milieu rural dans les milieux pauvres et dans les pays où le système éducatif n'est pas très bien organisé. Avec ses 60 à 80 % de population rurale, avec son indice de développement humain extrêmement bas, avec tous les maux du système éducatif national que nous déplorons à longueur de pages dans ce magazine, le Congo ne remplit-il pas toutes les conditions pour développer un illettrisme chronique ? Le concept même d'illettrisme est né en France pour désigner des Français frappés de cette carence. Que dire de la gangrène qu'il peut représenter en Francophonie, surtout en Afrique.

Cet illettrisme est largement favorisé par l'absence d'une industrie culturelle véritable. Faible installation d'équipements culturels, faible production de biens culturels, faible consommation de ces biens dans un contexte de crise persistante. Le seul produit culturel qui échappe à ce marasme général, c'est la bible. Avec la propagation exponentielle du phénomène religieux, la Société internationale d'édition de la bible trouve au Congo un marché formidable. Dans chaque pâté de maisons, il y a au moins deux à trois églises avec autant de pasteurs et pasteurs adjoints, d'apôtres, de prophètes, d'évangélistes et de bergers. Chacun de ces hommes de Dieu a la bible comme livre de chevet sans compter les exemplaires que détiennent les chrétiens qui doivent suivre, assimiler et propager les enseignements reçus de l'église. En étendant ce phénomène à l'échelle des 3 millions de kilomètres carrés du Congo, on imagine aisément

CET ILLETTRISME EST LARGEMENT FAVORISÉ PAR L'ABSENCE D'UNE INDUSTRIE CULTURELLE VÉRITABLE.

<sup>1</sup> Les chiffres donnés dans le paragraphe précédent sont tirés de la communication de François Kalambayi sur l'éducation informelle au Congo, communication inspirée elle-même de l'étude de Yoon Jeong Na, extraite du RESEEN (Rapport d'Etat).

<sup>2</sup> Encyclopédie Wikipédia, sv<sup>o</sup> illettrisme.

l'ampleur de la gangrène. Le mot gangrène n'est pas exagéré, à notre avis, car l'éducation par la bible se développe bien là où l'éducation nationale publique fonctionne mal. Elle ne forme pas à l'esprit critique dont la République a besoin pour le fonctionnement de la démocratie. François Kalambayi a stigmatisé l'esprit et la lettre de cette forme d'éducation dans un intéressant article ayant pour titre symptomatique « Alléluia – Amen »<sup>3</sup> Ce chercheur montre que ce slogan du dialogue de dupes entre pasteurs et croyants finit par être passe-droit, un moyen d'imposer volontés et caprices du pasteur sous prétexte que tout ce qui vient de sa bouche est inspiré par Dieu. Dans plusieurs pays, il existe des ANCLI (Associations de lutte contre l'illettrisme), cela parce que les difficultés de lecture et d'écriture rendent l'insertion de l'adulte illettré difficile dans son groupe et dans la société en général. Les Congolais sont étonnés de voir que sur le marché du travail on leur préfère des Chinois ou des Indiens pour certains postes. Ils crient contre la non-application de la loi qui protège par exemple l'exercice du commerce de détail qui est réservé aux nationaux. Cependant combien de diplômés de l'ISC (Institut supérieur du commerce) n'ont jamais su gérer même un ligablo<sup>4</sup>. Mention spéciale doit être faite ici aux diplômés de l'ISTA (Institut supérieur des techniques appliquées) et à ceux de l'Académie des Beaux-Arts qui, après des études universitaires théoriques, acceptent de s'humilier pour apprendre le vrai métier à l'INPP (Institut national de préparation professionnelle) d'où sortent d'excellents ajusteurs, conducteurs des travaux, peintres en bâtiment et autres mains habiles.

Autre conséquence de l'illettrisme, la recherche scientifique est délaissée même dans le milieu universitaire, sauf quand il s'agit d'obtenir une promotion. C'est au moment de faire leur mémoire de licence, de DEA ou de passer leur thèse de doctorant que les universitaires congolais lisent le plus. Passée la fête, passé le saint, après ces moments d'intense activité intellectuelle, peu nombreux sont ceux qui lisent une dizaine de livres par an. Et pour les enseignants des lettres, par exemple, c'est désolant d'enseigner l'analyse des textes littéraires à des étudiants qui n'ont lu aucun livre au programme. La recherche documentaire par laquelle un étudiant peut se faire une opinion personnelle sur une question à l'étude après avoir lu plusieurs ouvrages est, elle aussi abandonnée de plus en plus, au profit du syllabus. Le professeur a déjà fait la recherche, a déjà ficelé l'opinion que tout étudiant doit se faire sur toute question de son cours. Il ne reste plus à l'étudiant qu'à acheter le syllabus. Dans plusieurs de nos facultés, l'achat du syllabus est devenu obligatoire. La marchandisation de l'éducation avance à pas de géant. Elle crée souvent des conflits entre enseignants, les plus

cupides cherchant à obtenir des enseignements dans des amphithéâtres à 600 ou 800 étudiants pour se faire un pactole conséquent par la vente du syllabus. Et l'évaluation formative<sup>5</sup> se fait par une batterie de questions tirées du syllabus. Réussir pour l'étudiant, c'est être capable de répondre à l'une ou l'autre de ces questions, et dans l'esprit, parfois selon la lettre du syllabus. Avec de telles pratiques où la discussion n'est pas de mise ; avec les ntic (Nouvelles technologies de l'information et de la communication) modernes qui mettent à la disposition des étudiants une foule d'informations pour peu qu'ils sachent manipuler une tablette, non seulement la pensée unique, mais l'illettrisme ont de beaux jours devant eux.

Les grands débats entre Congolais parlant français ou une des quatre langues nationales<sup>6</sup> tournent autour de la musique, de la chanson de la danse, des matches de football. Et ils engagent dans ce genre de débats un fanatisme fou. Les Congolais se plaignent peu du prix des denrées alimentaires soumis à une fluctuation permanente, ils ne discutent pas de l'état défectueux de la route qui mène vers leurs quartier ni de leur ruisseau plein de nids de moustiques, ils ne discutent pas des immondices qui s'amoncellent au coin de leur rue, de la qualité des soins qui sont dispensés dans leur centre de santé qu'ils appellent pompeusement hôpital. Ils ne lient jamais leur pauvreté généralisée au fait que seuls 10 % (soit 750 000) d'entre eux ont un emploi rémunéré contre 90 % qui ne sont même pas des chômeurs<sup>7</sup>, mais des sans-emplois. Quiconque se promènerait aujourd'hui dans les rues des communes comme celle de Lingwala, de Kinshasa et de Barumbu serait étonné de la juxtaposition loufoque des habitations : ce sont des immeubles de plusieurs étages à côté des bicoques en briques adobes. Cette abdication devant la rationalité est une autre forme d'illettrisme car une ville se pense, se conçoit avant d'être construite.

Comment imaginer le Congo de demain avec un pareil boulet au pied ? Que vaut notre démocratie électorale ? On vote pour qui ? Et surtout, on vote pourquoi ? Ne devrait-elle pas s'appeler plutôt démocratie ethno-alimentaire ? Tant que ces questions fondamentales resteront sans réponses, l'édification d'un pays plus beau qu'avant, l'avènement d'un Congo nouveau aura du plomb dans l'aile. ■

CETTE ABDICATION DEVANT LA RATIONALITÉ  
EST UNE AUTRE FORME D'ILLETTRISME  
CAR UNE VILLE SE PENSE, SE CONÇOIT  
AVANT D'ÊTRE CONSTRuite.

<sup>3</sup> Lire cet auteur dans *La littérature congolaise et sa critique*, tome 2, Kinshasa, Calmec-éditions, 2015.

<sup>4</sup> Appellation kinoise de ce qu'on appelle diversement ailleurs boutique, kiosque, épicerie, etc.

<sup>5</sup> L'évaluation formative est une évaluation qui a pour fonction d'améliorer l'apprentissage en cours en détectant les difficultés de l'apprenant afin de lui venir en aide, en modifiant la situation d'apprentissage ou le rythme de cette progression, pour apporter des améliorations ou des correctifs. Elle s'oppose à l'évaluation sommative, appelée aussi évaluation certificative quand il y a à la clé délivrance d'un diplôme, est une forme d'évaluation des acquis se déroulant après l'action de formation et visant à vérifier que "les acquisitions visées par la formation ont été faites".

<sup>6</sup> Il y a quatre langues nationales au Congo : le ciluba, le kikongo, le lingala et le swahili.

<sup>7</sup> Un chômeur est quelqu'un qui a déjà travaillé mais a perdu son emploi. Un sans-emploi n'a jamais travaillé.

# LA FAMEUSE GÂCHETTE DU REVOLVER AFRIQUE EST PLUTÔT UN CRAN D'ARRÊT

Par François Kalambayi

Le Congo est payé en monnaie de singe pour tous les services qu'il a rendus et qu'il rend encore à l'humanité. Aujourd'hui que toute l'attention du globe est sollicitée par le danger imminent des changements climatiques et de leurs effets néfastes sur l'ensemble de la planète, on se souvient que le Congo abrite les trois quarts des forêts vierges de l'Afrique centrale. Et donc, qu'il est une des solutions à l'effet de serre en permettant à l'humanité de respirer encore un peu d'air frais pendant quelques siècles. Le Congo n'est pas seul dans ce rôle. Il le partage avec le Brésil qui abrite lui aussi la majeure partie de la forêt équatoriale amazonienne. Mais le Brésil est un pays émergent, le Congo tout en se déclarant partie prenante à une telle ambition est plutôt en voie de sous-développement. Entre-temps sa forêt est honteusement pillée avec le concours de quelques compradores nationaux, persuadés que leur richesse correspond à celle de l'ensemble du pays.

Qu'est-ce que le Congo a gagné d'avoir perdu cinq kilomètres de territoire de la plaine de la Ruzizi ? On disait alors que l'on pouvait accepter de perdre une partie de notre souveraineté nationale pour la sauvegarde de la paix en Afrique. Au total, ni le Burundi, ni le Congo n'a gagné aucune paix à cette concession à la laquelle la Communauté internationale ne fait plus jamais allusion. Mais si c'était les Malouines, mais si c'était la Tchétchénie, mais si c'était la Crimée, mais si c'était l'est de l'Ukraine...

A la Cop/21 de Paris, tous les pays susceptibles de participer à la solution pour la survie de l'humanité ont demandé, voire exigé qu'il y ait une contrepartie, une espèce de taxe à payer par les pays pollueurs.

Quelle contrepartie le Congo a-t-il eu d'avoir permis de nombreuses révolutions technologiques grâce à son coltan ? On a évité que ce coltan enrichisse un pays sous-développé qui ne saurait d'ailleurs pas s'en servir avant des siècles. On nous a déclaré et on nous fait la guerre, et des millions des Congolais sont pour une cause qui n'était pas vraiment la défense de la patrie, mais la lutte contre des voleurs à main plus armée que soi. Tout le monde sait qu'à part l'Afrique du Sud, aucun pays africain sous le Sahara ne fabrique des armes de guerre. Nos agresseurs en ont toujours, et de plus perfectionnées que celles de nos forces armées. C'est que quelqu'un les leur donne, les leur achète, parce qu'il vise un intérêt quelconque : l'approvisionnement en des biens qu'il

n'a pas et qu'il ne peut trouver qu'en République démocratique du Congo.

Quelle contrepartie le Congo a-t-il eu d'avoir permis de mettre fin à la seconde guerre mondiale grâce à son uranium de Shinkolobwe? L'interdiction de toucher à ce minerai hautement stratégique qui pourrait entraîner la destruction de toute vie sur terre. L'uranium est sur notre sol et pourrait nous rapporter des milliards, mais en réalité il ne nous appartient. C'est une propriété de la fameuse Communauté internationale.

Quelle contrepartie le Congo a-t-il reçu d'avoir fourni des tonnes de caoutchouc pour l'industrie pneumatique occidentale. Des mains coupées, des villages incendiés des relégations ? La sous-humanisation pour tout dire. Le Premier ministre Eméry-Patrice Lumumba a ligué toute la Belgique contre lui pour avoir rappelé ces choses le jour de l'indépendance.

Après la guerre du coltan, peut-être nous préparait-on la guerre de l'eau, tant tout le monde s'est penché avec attendrissement à Paris sur l'assèchement du Lac Tchad.

A tout bien considérer, la Communauté internationale, dans la mesure où elle maintient le Congo dans un simple statut de réserve de matières premières et un marché des produits finis fabriqués ailleurs, constitue aussi un blocage à l'avènement du nouveau Congo auquel elle fait pourtant semblant de contribuer à voir venir. ■



Mine au Katanga. Photo tirée du film Katanga Business de Thierry Michel.



*Vue du barrage d'Inga I; à l'avant plan, canal d'alimentation d'Inga II.*

©Photo : Alaindg.  
[en.wikipedia.org/wiki/Inga\\_dams#/media/File:Inga04.jpg](https://en.wikipedia.org/wiki/Inga_dams#/media/File:Inga04.jpg).  
© BY 2.5.

# LE NERF DE LA GUERRE, MAIS UN NERF MALADE

---

Par T. Lukusa Menda

---

L'économie du Congo est un véritable blocage de l'avènement d'un Congo nouveau. Elle étonne d'abord par le paradoxe qu'elle aligne. Un gigantisme naturel extraordinaire couplé à un rachitisme étonnant dans les performances. Ces deux seuls extrêmes demanderaient un livre entier pour leur développement. Après avoir affirmé que l'économie constitue un blocage à l'avènement d'un Congo nouveau, nous voudrions, dans les lignes qui suivent, répondre seulement à quatre questions pour montrer ce blocage. Première question : comment le Congo constitue-t-il sa richesse ? Deuxième question : comment cette richesse est-elle gardée, conservée ? Troisième question : comment cette richesse est-elle gérée ? Et, quatrième et dernière question : Que fait le Congo de ces gestionnaires, bons ou mauvais ?

## COMMENT LE CONGO CONSTITUE-T-IL SA RICHESSE ?

L'analyse des budgets des exercices 2009, 2010 et 2011 donne une première réponse objective à cette question. La richesse financière du Congo est principalement constituée de bonus réalisés sur certains contrats, des recettes de la dgda (Direction générale des douanes et accises), de celles de la dgi (Direction générale des impôts), de celles de la dgrad (Direction générale des recettes administratives et domaniales), des dons (budgétaires ou autres), des recettes venant des provinces et de la vente de participations.

Une seconde réponse, plus critique celle-là consisterait à dire que le Congo ne tire pas profit de tous les atouts qui sont à sa disposition pour être un pays riche, comme si, être un Etat riche et largement auto-suffisant ne faisait aucunement partie de ses préoccupations.

En effet, le potentiel dont dispose le pays est énorme. En termes de surface, c'est le deuxième pays de l'Afrique (2.344.858 km<sup>2</sup>), après l'Algérie (2.381.743 km<sup>2</sup>). En termes de population, le Congo vient en troisième position des pays africains les plus peuplés (71.712.867 h) après le Nigéria (170.123.740 h) et l'Ethiopie (84.320.987 h). Pour ce qui est des ressources matérielles, le Congo dispose de 80 millions d'hectares de terre arable, de 52 % de toutes les réserves d'eau douce d'Afrique, de 16.000 km de voies navigables et du plus grand potentiel hydroélectrique du monde (100.000 mw dont 40.000 mw concentré sur le seul site d'Inga). De tout ce potentiel, le potentiel forestier à lui tout seul peut générer jusqu'à 2 milliards de dollars par an.

Comment un pays doté de si grandes potentialités naturelles peut-il se complaire cinq décennies durant à figurer au rang des pays les plus pauvres du monde. En effet dans les classements basés sur plusieurs critères, le Congo se retrouve toujours dans le peloton de queue : 168ème sur 169 pays classés

pour l'idh (indice de développement humain) en 2010, 187ème sur 187 pays classés pour le même critère en 2011. 219 usd de pnb (produit national brut), 217 usd de pib (produit intérieur brut). Espérance de vie à la naissance : 48 ans. Facile à comprendre puisque 71 à 80 % de la population vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Et comme pour dire que plus ça change, plus c'est pareil, le Gouvernement élabore et présente pour l'exercice 2016 un budget annuel de 8 milliards de dollars. Et le Parlement s'épuise en débats stériles pour voter un tel budget. Moralité, le pays manque d'argent pour organiser des élections pourtant prévisibles il y a cinq ans déjà. Comment en est-on arrivé là ? Cette question nous introduit de plein pied à la deuxième de notre série de quatre questions.

## COMMENT L'ETAT CONGOLAIS GARDE-T-IL SA RICHESSE UNE FOIS CONSTITUÉE ?

A priori, la question ainsi posée serait mal posée parce que tout le monde sait que l'argent de l'Etat est gardé par la Banque centrale. Mais c'est la théorie qui n'est qu'une vue de l'esprit. Une grande partie de l'argent de l'Etat congolais est gardé à la Banque centrale ; une autre partie, non moins grande échoue dans les poches des particuliers, dirigeants ou simples compradores. Les économistes congolais sont formels sur la question. Si le Congo manque chroniquement

de recettes financières pour faire face à ses dépenses, c'est parce que "... l'exécution du budget de l'Etat se fait en violation de la loi financière et du règlement général sur la comptabilité publique. (...) Les dépenses imprévues sont souvent exécutées en priorité, hypothéquant toute croissance de l'économie et le partage équitable des bénéfices sociaux. L'argent du Trésor est souvent consacré à la consommation de quelques privilégiés et à des investissements sans rentabilité économique."<sup>1</sup> Pire, il y a des Congolais et des étrangers qui n'ont pas de temps pour aller se présenter aux guichets d'une banque et qui se constituent une mini banque en leur résidence. Ainsi, ils peuvent manipuler des sommes importantes en liquide sans avoir à rendre compte à qui que ce soit. C'est dire que la Banque centrale du Congo ne contrôle aucunement l'ensemble de la masse d'argent en circulation dans le pays et donc l'Etat congolais non plus. En cause, la mauvaise gouvernance. Elle nous amène à notre troisième question.

## COMMENT L'ETAT CONGOLAIS GÈRE-T-IL SON ARGENT ?

La réponse tombe sans hésitation : il le gère mal. Et cette mauvaise gestion est aujourd'hui appelée globalement la mauvaise gouvernance. Elle prend plusieurs formes. Elle se manifeste

<sup>1</sup> Gaston Mutamba Lukusa, *L'économie congolaise de 2003 à 2011*, Paris, L'Harmattan 2012, p. 109.



d'abord par l'absence de volonté politique. En effet, "la croissance soutenue de l'économie d'une communauté, et son bien-être social, ne peuvent être que le couronnement d'un processus volontariste impliquant à la fois les institutions étatiques et les forces vives de la société civile, et, de surcroît, doté d'instruments d'évaluation d'étapes et de correction de cap. Le tout, bien sûr, sous l'orchestration gouvernementale."<sup>2</sup> C'est ce processus volontariste que l'on appelle « la volonté politique. » Elle peut être définie un peu comme la culture : elle est « le bilan et les statistiques des réalisations qui restent, une fois que l'on a refermé la farde des discours politiques. »<sup>3</sup> Combien de fois n'avons-nous pas entendu scander des slogans : Agriculture, priorité des priorités. ; Placer l'homme au centre des préoccupations. ; Placer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Tout cela n'est resté que slogans politiques sans plus. La mauvaise gouvernance se manifeste aussi par l'absence d'un psd (Plan stratégique pour le développement). Un Plan stratégique de développement "...est un outil de gestion de l'Etat. Il a pour finalité de garantir un changement qualitatif substantiel de la société, avec comme point de mire le développement humain global. Pour cela il doit être une œuvre nationale, contraignante dans sa réalisation et porteuse d'un rêve crédible."<sup>4</sup> A la place d'un tel plan, nous n'avons eu droit au Congo qu'à des déclarations politiques d'intentions sans consistance et sans lendemain. Ils s'appellent Objectif 80 ; Consommer zairois ; Plan quinquennal 1996-2000 ; Cinq chantiers , etc... Une autre caractéristique de la mauvaise gouvernance est l'incapacité des gouvernants à assainir le climat des affaires. Le "...pays se caractérise par un environnement économique très hostile. Les investissements sont confrontés à une insécurité juridique et judiciaire ainsi qu'à une corruption massive."<sup>5</sup> En ce qui concerne cette dernière, le Congo figure sur la liste des dix pays les plus corrompus du monde. Autre trait de la mauvaise gouvernance : le Congo ne met pas en place les structures d'accueil qualifiées et compétentes pour bien gérer l'aide et l'emprunt extérieur. Le principal bailleur de fonds extérieur est la Banque mondiale. Entre 2002 et 2011, cette institution a financé 22 projets pour le compte du Gouvernement congolais. L'argent destiné à ces projets n'a pas été entièrement décaissé parce que les procédures de décaissement sont très longues et que le pays n'a pas d'experts rompus aux chicanes de la Banque pour obtenir des décaissements plus avantageux. Les miettes qui, finalement arrivent à destination, ne sont pas suffisantes pour faire aboutir les projets qu'elles sont censées financer. Le Congo donne ainsi l'impression qu'il n'a pas de grande capacité

LES MIETTES QUI, FINALEMENT ARRIVENT  
À DESTINATION, NE SONT PAS SUFFISANTES  
POUR FAIRE ABOUTIR LES PROJETS  
QU'ELLES SONT CENSÉES FINANCER.

d'absorption du flux financier qui vient de l'extérieur, alors que ses besoins sont énormes. Au total, il se retrouve avec une dette extérieure de plus 7 milliards de dollars dont il aurait du mal à justifier l'utilisation judicieuse de chaque million. Tout se termine en maquillage de chiffres infâme, avec à la clé un équilibre presque parfait entre le budget dont le pays se dote (8 milliards de dollars) et la dette extérieure (presque 7,5 milliards). Outre ces caractéristiques, la mauvaise gouvernance se manifeste encore par le non-respect par les gouvernants des droits humains et des droits civils de leurs concitoyens, par l'incompétence de l'administration et la mauvaise qualité des services publics prestés à la population, par l'incapacité des gouvernants à réduire la criminalité, à respecter les contrats et à garantir l'indépendance des juges et des tribunaux, tout cela sur fond d'impunité parce que face aux masses populaires largement analphabètes, les gouvernants pensent qu'ils n'ont pas de comptes à rendre au Souverain primaire. Pour résumer, on peut dire que l'Etat congolais dilapide purement et simplement les finances publiques.

## ET QU'EST-CE QUE L'ETAT CONGOLAIS FAIT DE CEUX QUI DILAPIDENT SES FONDS ?

La réponse est : rien. Les riches parvenus pavoisent calmement dans les rues avec leurs grosses cylindrées dont le prix d'achat équivaldrait plusieurs mois de leur salaire réel. Ils construisent des villas cossues que leurs collègues apprécient et que les gagne-petit admirent. Aucune instance n'est là pour demander à tous d'où ils tirent leur argent pour réaliser toutes ces choses. Bref, c'est le règne de l'impunité. Des amis étrangers ont beau être scandalisés par la vie dispendieuse que mènent en Europe les enfants de certains responsables, ni ces responsables, ni leurs enfants eux-mêmes ne sont nullement inquiétés.

Telles sont les conditions, qui conduisent à affirmer que l'économie actuelle du pays est plutôt un obstacle qu'un atout pour l'avènement du Congo nouveau. ■

<sup>2</sup> Tumba Bob Matamba, *La renaissance économique de l'Afrique, Les signes avant-coureurs d'une puissance en gestation*, préface de Lye Mudaba Yoka, Paris L'Harmattan, coll. Comptes rendus, 2013, p. 64.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Id. ibid. p. 91.

<sup>5</sup> Gaston Mutamba Lukusa, op. cit. p. 43.



Vendeuses de Kingasani  
ya suka.

# ÇA VA MAL, MAIS ÇA VA TRÈS BIEN !

Par Chancel Alemba, Maison de la laïcité de Kinshasa

Le premier ministre Augustin Matata Ponyo n'est pas peu fier de son bilan à la tête du gouvernement congolais. Et pour cause. Reprenant le témoin de l'économie d'un pays en crise suite à de multiples guerres, il bénéficie plutôt de la baraka qui semble sourire au Congo depuis 2002. En effet, parti de 3,5 % en 2002 à 8,5 % en 2015, le taux de croissance n'a cessé de s'élever constamment. Dans son point de presse du 25 janvier 2014, il

déclare : ...les réalisations de la production dans les différents secteurs permettent d'espérer un taux de croissance de 8,5 % pour 2014, le plus élevé de la République depuis 1970. Quant au taux d'inflation, à 1,03 %, il est le plus bas de l'Afrique. Tout baigne donc dans l'huile du point de vue des indicateurs macro-économiques. En effet le tableau ci-après ne manquerait pas d'étonner les économistes les plus exigeants.



Voici donc comment s'est comporté notre pays durant les quatre dernières années :

| N° | Cadre macroéconomique                           | Année    |          |          |          |
|----|---|----------|----------|----------|----------|
|    |   | 2010     | 2011     | 2012     | 2013     |
| 1  | pib/h. en usd                                   | 190,6    | 225,2    | 250,6    | 281,7    |
| 2  | Taux de croissance du pib                       | 71       | 69       | 7,2      | 8,2      |
| 3  | Taux d'inflation moyenne annuelle               | 23,50    | 15,54    | 9,34     | 2,37     |
| 4  | Population résidente (en milliers d'h.)         | 69 204,5 | 71 2807  | 73 419,1 | 75 621,7 |
| 5  | Taux de croissance de la population résidente   | 3,0      | 3,0      | 3,0      | 3,0      |
| 6  | Population Active (en milliers d'h.)            | 40.050,9 | 42 365,2 | 44 258,0 | 44 258,0 |
| 7  | Population salariée (en milliers d'h.)          | 20 524,5 | 20 589,5 | 20 692,4 | 20 795,9 |
| 8  | Rapport population active et population salarié | 3,92     | 48,6     | 46,8     | 47,0     |
| 9  | Taux de sans-emploi                             | 608      | 514      | 532      | 530      |
| 10 | idh   | 169/169  | 187/187  | 187/187  | 186/187  |



Inondation au Quartier Ndanu de Limete.



Inondation au Quartier Ndanu de Limete.

Comme on peut le constater, les indicateurs macro-économiques jurent avec le bien-être des citoyens. Explication du Premier ministre : le social peut attendre...la relation entre la croissance économique et la transformation des conditions de vie de la population dépend du niveau des richesses produites et de la redistribution de cette richesse. Cela peut prendre évidemment un peu de temps.

Dur, dur à faire avaler à un père dont les enfants ont été chassés de l'école parce qu'il n'a pu payer les frais de scolarité. Dur à faire avaler aux enseignants, aux médecins, aux infirmiers. Comment faire croire à

la Révolution de la modernité à des maraîchères qui vendent leurs feuilles de manioc dans la boue, à ceux qui se réveillent le matin avec les pieds dans l'eau et tout leur mobilier trempé suite à une inondation.

Et comme pour ajouter un peu plus de piment à l'affaire, rfi, que l'on ne peut soupçonner de complaisance en pareille matière, clame urbi et orbi que les 8 milliards de dollars de budget de l'Etat congolais sont principalement consommés par trois institutions de la République : la Présidence, l'Assemblée nationale et le Gouvernement. Le quart-Etat peut attendre.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Dans son roman (inédit) démontrant ce machiavélisme de la Communauté internationale, José d'Otun Mukendi Kalala, dit plutôt *Le tiers-monde peut attendre*. Et, Jean Zigler (notamment dans *Un Suisse au-dessus de tout soupçon*) dans ses différents livres, n'a cessé de marteler ce compte peu tenu du Tiers-monde dans les rapports nord-sud. Dans notre entendement de la redistribution des richesses nationales, le peuple constitue le quart-Etat après la Cour (la Présidence), la Noblesse (le Parlement) et le Clergé (le Gouvernement).



# ITC-VICTOIRE FAIT PEAU NEUVE

Par Frédéric Kabongo, Président de "Humanisme et Solidarité" (HS)



Cours à l'ITC-Victoire.

ITC-Victoire (Institut technique et commercial de l'Avenue de la Victoire) fait peau neuve. HS (Humanisme et Solidarité) y abat un travail de fourmis : petitement, modiquement, mais avec persévérance. Son objectif : faire passer par des actions concrètes le message sur le bien-fondé de la laïcité, valeur importante de la Constitution de la République démocratique du Congo, mais ignorée hélas dans le vécu quotidien. Cette asbl laïque évolue principalement dans le domaine de l'éducation, particulièrement dans celui de l'enseignement. C'est ainsi qu'elle ne s'est pas contentée de lancer dans un Congo post-conflit l'idée d'une Ecole instrument de paix (EIP, en sigle), mais aujourd'hui elle s'attaque à l'ITC (Institut technique et commercial) de l'Avenue de la Victoire. L'ITC-Victoire fut, avec les Athénées de Kalina et de Ngiri-Ngiri, un des fleurons du réseau des écoles publiques, entendez laïques, à Kinshasa.

Il s'agit d'un complexe de huit bâtiments comprenant 20 salles de classe et des bureaux pour l'administration scolaire dans une enceinte de 8.439 m<sup>2</sup>.

Outre l'enseignement secondaire général, l'ITC-Victoire organise trois autres options dont la section commerciale, l'informatique et le secrétariat pratique, pour une population scolaire d'environ 600 élèves, actuellement encadrés par une cinquantaine de fonctionnaires constituant le personnel enseignant, administratif et technique.

A sa création l'ancien Athénée de la Victoire devenu ITC-Victoire aujourd'hui, avait une capacité d'accueil de 1 500 élèves. En 2013, ce joli bijou de l'héritage colonial était occupé à tomber en ruines. Infrastructures dégradées, insalubres, nombre d'apprenants en chute libre ( 200 élèves en tout pour

un établissement fonctionnant en double vacation) au moment où HS a décidé de voler à son secours.

HS a donc entrepris les travaux de réhabilitation selon le projet décidé en mai-juin 2015 de commun accord avec son partenaire privilégié LHAC (Laïcité et humanisme en Afrique centrale) une asbl de droit belge installée à Bruxelles. Dès que les travaux ont commencé à prendre de l'allure, la courbe des inscriptions a commencé à remonter en flèche jusqu'à atteindre 500 élèves à la rentrée scolaire de 2015. Juste quelques dizaines de milliers de dollars étaient nécessaires pour cela. Le Congo était-il incapable de les trouver ? Certainement pas. C'est une question de priorités.

En effet, le chantier de réhabilitation des écoles est aussi grand que les cinq chantiers du quinquennat mis ensemble. Ce n'est pas HS qui aurait les reins assez solides pour s'attaquer à de telles écuries d'Augias ! Du moins aura-t-il tenté de créer une forte sensibilisation de la nécessité de réhabiliter les écoles de ce qui fut autrefois le réseau officiel laïque.



L'ITC-Victoire en travaux.

BRÈVES  
DE LA MLK

Par Thomas Lelo



Changement à la MLK  
La remise-reprise  
Robert Thomas

### QUI S'OCCUPE DE L'ÉDUCATION AU CONGO?

Au Congo, 13 à 17 ministères ou services publics s'occupent des questions liées de près ou de loin à l'éducation. C'est la conclusion à laquelle sont arrivés plusieurs membres des Associations de la Société civile, réunies à la MLK du 6 au 10 juillet pour réfléchir sur cette question.

L'éducation est un sujet de préoccupation permanente pour la Maison de la laïcité de Kinshasa. Aussi a-t-elle considéré comme absolument nécessaire de bien connaître les autres structures ou services du pays qui partagent le même souci et qui sont, de ce fait ses partenaires potentiels.

### CHANGEMENT À LA DIRECTION DE LA MLK

Le 22 août 2015, le MLK a procédé à un passage de témoin entre MM. Robert Musa, Secrétaire permanent sortant, et Thomas Lelo, secrétaire sortant.

Congo Libertés souhaite bon vent à Robert Musa, désormais professeur de latin au Lycée René Descartes de Kinshasa. Il a su donner à la MLK une impulsion qui gardera encore longtemps sa marque, ce d'autant que laïque, il s'est déclaré disponible pour tous les combats où sa contribution peut être utile.

Bienvenu aussi à Thomas Lelo qui, en sa qualité de nouveau Secrétaire permanent devient d'office secrétaire de rédaction de notre magazine.

### VISITE DE MADAME LA MINISTRE CÉLINE FREMAULT

Le 15 septembre 2015, la MLK a reçu Madame Céline Fremault, ministre bruxelloise chargée des relations internationales au sein de la Communauté française.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre du Projet d'équipement d'une bibliothèque et de la création d'un cyber espace, projet dont la MLK est bénéficiaire. Ce projet a été lancé en 2013 par M. Rachid Madrane alors en charge des mêmes questions que Madame Fremault aujourd'hui.

Madame la ministre était accompagnée de Madame Kathryn Brahy, représentante de Wallonie-Bruxelles International à Kinshasa.

### VULGARISATION DES FICHES PÉDAGOGIQUES À L'ATHÉNÉE DE VICTOIRE

Du 21 au 26 septembre, la MLK, dans le chef de son Secrétaire permanent et de sa chargée de l'animation culturelle a procédé à la vulgarisation des fiches pédagogiques conçues maison. Ces fiches ont comme objectif de vulgariser au sein de la population scolaire, les valeurs de la laïcité parmi lesquelles la citoyenneté, la démocratie, la tolérance et la laïcité elle-même, dans ses acceptions politique et philosophique.

L'équipe de la MLK a pu débattre de ces problèmes avec près de 160 élèves de l'Athénée de la Victoire lesquels n'ont pas manqué d'exprimer leurs appréhensions sur les différents thèmes d'échange. Le souhait de tous à été que ces premiers échanges soient suivis de plusieurs autres aux fins d'approfondir les différentes questions.

### "FEMMES PRÉVOYANTES SOCIALISTES BELGES" À KINSHASA

Le 20 octobre 2015, les «Femmes prévoyantes socialistes de Belgique», conduites par M. Roger Katembwe de l'«ONG Espace vital» ont rendu une visite d'amitié à la MLK. Cette visite a été une occasion d'échange d'informations sur les activités déployées par les deux Associations dans leurs rayons d'action respectifs. La fin de la visite a été ponctuée par un verre de l'amitié.

### LE CENADEP SOUFFLE SES 15 BOUGIES D'ÂGE LÉGAL

30 octobre 2015, le CENADEP ( Centre national d'appui au développement et à participation populaire) a marqué ses 15 ans d'existence. La MLK a été représentée à ce grand anniversaire par son Secrétaire permanent et sa Chargée d'animation culturelle. Au centre des manifestations de l'anniversaire, une réflexion: «Quel partenariat pour lutter efficacement contre la pauvreté et promouvoir le développement?» C'est le lieu de rappeler que le CENADEP est l'une des grandes organisations non gouvernementales de la Société civile congolaise qui a déjà donné un haut cadre à la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) dont le siège est à Libreville (Gabon). En effet, l'ancien Président du Conseil d'administration de PRODDes, M. Baudouin Hamuli est désormais Directeur des affaires politiques et mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale au niveau de la CEEAC.

# ÉCHOS

## DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES

Par François Kalambayi



*“Les Itinérants” pour le compte tenu de l’Art*

### ESPACE VITAL PRÉOCCUPÉ DU DÉVELOPPEMENT DE LA FEMME

Le développement féminin, c’est bien une question plus que jamais à l’ordre du jour en République démocratique du Congo. Le Parlement national vient même de voter une loi sur la parité. L’ONG “Espace Vital” s’est réunie à la MLK le 3 octobre pour discuter de cette importante question souvent noyée dans le débat sur le développement en général. La réflexion du jour, animée par des femmes très actives, a porté surtout sur les expériences d’autonomisation de la femme par le système de micro-crédits. Des membres de “Aire des femmes”, une ONG belge sont venues confronter leur expérience à celle de leurs camarades congolaises.

### LA CORAP TOUJOURS AU CHEVET DU BARRAGE D’INGA

La CORAP (Coalition des organisations de la Société pour le suivi des réformes et de l’Action publique) s’intéresse particulièrement en cette période à l’avancement de la réhabilitation du barrage d’Inga. Elle a tenu une réunion à la MLK pour faire le point de ses observations relatives à cette action publique.

### COUP D’ŒIL DANS LE RÉTROVISEUR AU PRODDDES

Le 11 novembre de la même année CORAP s’est jointe au PRODDDES (Promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux) pour faire le point de la mise en œuvre de son programme



2014-2015. Au total, la mise en œuvre a été bonne, la CORAP s'en est tirée avec 3/5, mais dans l'ensemble il a été considéré que toutes les structures faisant partie de la PRODDDES doivent déployer un effort supplémentaire pour plus de performances dans leur travail.

### ACDI EN MINI COP21 À LA MLK

La COP/21 (La 21ème Conférence des Parties (prenantes aux discussions sur les changements climatiques)) a ratissé large autour de son cauchemar de la disparition de la terre dans le trou noir. Pourtant, certains Kinois, n'ont vécu cette menace brandie depuis le lointain Paris que comme une grand' messe des géants de ce monde sans plus. La RDC y a été représentée par une importante délégation, mais sa voix n'y a même pas été entendue, alors qu'avec ses hectares de forêt, le Congo est une des grandes solutions au problème des changements climatiques.

C'est ainsi que l'ACDI (Actions communautaires pour le développement intégral) a tenu à réveiller la conscience endormie non seulement des Kinois, mais de tous les Congolais, en organisant le 26 octobre à la MLK une journée de réflexion sur les changements climatiques autour du thème: «La lutte contre les changements climatiques en RDC, une réalité à ne pas négliger.» Il est ressorti de cette journée que la vulgarisation de la problématique des changements climatiques par des ateliers de sensibilisation, d'information et de renforcement des capacités sur les origines et les causes de ce fléau planétaire auprès des populations congolaises est une impérieuse nécessité.

### “LES ITINÉRANTS” POUR LE COMPTE TENU DE L'ART

“Les Itinérants, asbl”, est une structure d'artistes professionnels dans le domaine du théâtre et de la danse. Depuis deux ans, cette asbl a choisi la MLK comme espace d'expression et, en retour, elle offre ses immenses possibilités de sensibilisation et médiatisation de tous les problèmes de l'heure dans un pays où le spectacle en général, le chant et la danse en particulier ont une remarquable répercussion dans le public. Cette ONG est donc une véritable opportunité pour la MLK appelée à faire comprendre des valeurs parfaitement abstraites à des dirigeants et à une population qui ont plutôt d'autres chats à fouetter.

«Les Itinérants asbl» font partie d'un vaste réseau international dénommé Arterial Network dont le Congolais Camile Milabyo Lumpempe vient d'être élu Président africain à l'occasion d'une Assemblée générale qui s'est tenue à Kinshasa le 30 octobre 2015.

### L'ACLK À L'HONNEUR



L'ACLK (Association des critiques littéraires de Kinshasa,) asbl, membre co-fondatrice de la maison de la laïcité de Kinshasa, a été honorée par la nation congolaise en date du 29 décembre 2015.

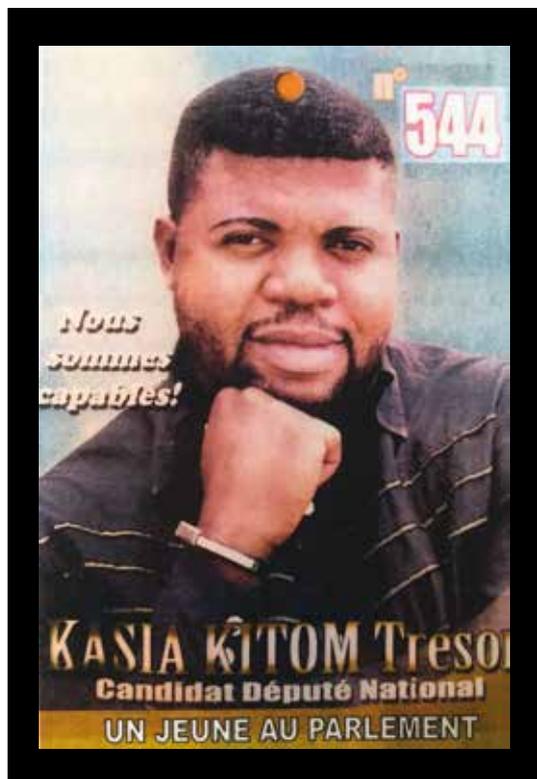
Ce jour-là en effet, deux de ses membres se sont vu décerner par le Président de la République, des médailles de mérite civique pour leurs activités littéraires. Il s'agit précisément du directeur de la rédaction de notre magazine, le professeur André T. Lukusa Menda, et du professeur André Lye Mudaba Yoka, qui ont été gratifiés tous deux de la médaille d'or du mérite des arts, sciences et lettres. André Yoka est membre de la maison de la laïcité de Kinshasa à un double titre car il est en même temps président de l'OBSCUR (Observatoire des cultures urbaines), association également co-fondatrice de la MLK.

La cérémonie, haute en couleurs, a été présidée par le Président de l'Assemblée nationale, M. Aubin Minaku, avec la présence remarquée de l'épouse du Président de la République, Madame Olive Lembe Kabila, qui a offert une fleur à chaque lauréat en souvenir de l'antique couronne de laurier.

90 personnes au moins ont été décorées ce jour-là dans les divers domaines des arts, des sciences et des lettres. Chapeau bas donc, et même très bas à Son Excellence Monsieur le Ministre Baudouin Banza Mukalayi qui, avec son cabinet et son administration, ont mené ce dossier depuis le début jusqu'à la fin dans un esprit d'équité et de reconnaissance de la patrie à ses dignes fils. Le Ministre Banza a ainsi infirmé la rumeur de ceux qui crient tout le temps que la Jeunesse congolaise manque de modèles. En effet, le Soleil brille pour tous, mais il n'éclaire que ceux qui voient. Pour l'histoire des arts, des sciences et des lettres au Congo, Banza Mukalayi aura été de ceux qui voient.

# IN MEMORIAM

## ADIEU TRÉSOR KASIA



Né le 29 mars 1981, décédé le 13 septembre 2015, Trésor Kasia Kitom aura traversé la demeure des hommes à la vitesse d'un météore. 34 ans lui auront suffi pour boucler son trajet, pour accomplir sa mission sur terre. Quelle mission?

Le jeune défunt n'a eu que deux passions: sa famille et la jeunesse congolaise. Il laisse cinq filles à sa femme Mamie Sumbu. Cinq orphelines qui vont grossir d'autant la masse de la jeunesse congolaise que leur père aura tant servie.

Trésor Kasia était comme dévoré de l'intérieur par le feu d'une action nécessaire, urgente et efficace.

Il ne s'attarde pas à une longue carrière scolaire et universitaire. École primaire à l'Institut Bonsomi (Kinshasa/Masina). Passages rapides à l'ITI (Institut technique industriel) de Masina et à l'ITIC (Institut des techniques industrielles et commerciales) de Kivuvu. Diplôme d'animation culturelle (G3) à l'INA (Institut national des arts).

En revanche, il passe le reste de sa courte vie à se battre pour l'éducation de la jeunesse congolaise. Ce combat pour l'éducation prend plusieurs formes. Il est d'abord un combat politique. Ne faut-il pas plaider la cause de la jeunesse auprès des décideurs, pour peu qu'ils prêtent une oreille attentive à ce genre de plaidoyers. Il s'engage dans la Ligue du peuple de Didier Mumengi pour s'occuper de la

branche «Jeunesse» (2005-2008). En même temps, il se jette à corps perdu dans la lutte contre le sida qui fait des ravages ces années-là, surtout parmi les jeunes. Trésor Kasia restera longtemps Coordonnateur national du RACON (Réseau des Associations congolaises des Jeunes contre le VIH/SIDA) et affiliera en cette qualité son Réseau à la Maison de la laïcité de Kinshasa naissante.

Ce combat passe à l'International quand Trésor Kasia devient Secrétaire exécutif pour l'Afrique centrale d'AfriYAN, un réseau des adolescents et jeunes en population et développement. Comme si cette position avait accru sa visibilité à l'International, il devient, l'année suivante (2009), le Point focal et Coordonnateur de l'Alliance internationale pour les Objectifs du Millénaire. La peste qui frappe toute la jeunesse congolaise étant surtout le non-emploi, Trésor Kasia deviendra Coordonnateur national-adjoint du Groupe consultatif pour l'emploi des jeunes en RDC (2008-2009). A l'Union du peuple pour la paix et l'agape, Trésor Kasia est vice-président chargé de la mobilisation et de la propagande (2009-2010). Et il prouve sa compétence en matière de mobilisation en initiant la Marche blanche de la Jeunesse congolaise (décembre 2010). L'année suivante (2011), on le retrouve conseiller chargé des problèmes de la jeunesse au cabinet de la Ministre du genre, famille et enfant, Marie-Ange Lukiana. En cette même année(2011), Trésor Kasia est candidat aux élections législatives pour la circonscription de la Tsangu pour aller plaider la cause de la jeunesse à l'Assemblée nationale.

Laïque convaincu, Trésor Kasia laisse une école primaire pour les orphelins et enfants vulnérables de Kimbanseke, fondée sur le principe d'une scolarisation gratuite. Il en est de même du «Collège Trésor Kasia» où les pupilles de cette école primaire sont appelés à évoluer.

S'il y avait une épitaphe officielle à mettre sur la tombe de Trésor Kasia, ce n'est certainement pas celle de l'illustre La Fontaine qui dit que "... De sa vie il fit deux moitiés dont il passa l'une à dormir et l'autre à ne rien faire.", mais de l'adorable Apollinaire:

VITAM IMPENDERE AMORI

